

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 30 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETFORGE EXTRUSION SN

33 Avenue Berthelot
BP 16
42152 L'Horme

Références : UID4243-DSSP-025-479

Code AIOT : 0006103358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 décembre 2025 dans l'établissement SETFORGE EXTRUSION SN implanté 33 Avenue Berthelot 42152 L'Horme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site est à l'arrêt depuis le 12/12/2025 et reprendra son activité le 5 janvier 2026. Cet arrêt est dû à une baisse d'activité de fin d'année. Le site compte environ 19 personnes et fournit l'industrie automobile (40%) et le domaine agricole. Cette période d'arrêt a également été mise en place en 2024. L'objectif de l'inspection des installations classées est de s'assurer que le site a bien été mis en sécurité et qu'aucun rejet n'est constaté pendant cette phase d'arrêt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETFORGE EXTRUSION SN
- 33 Avenue Berthelot 42152 L'Horme
- Code AIOT : 0006103358
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Setforge Extrusion est un des leaders européens dans la fabrication d'arbres à cames ou de

composants circulaires forgés à froid. Ses principaux clients sont : l'industrie automobile, le secteur agricole, les fabricants de véhicules tout-terrain et de poids-lourds.

Thèmes de l'inspection :

- Mise en sécurité du site
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APC n°103-DDPP-14	AP Complémentaire du 21/03/2014, article 2.1.2	Sans objet
2	APC n°103-DDP-14, contrôle des accès	AP Complémentaire du 21/03/2014, article 71.4	Sans objet
3	APC n°103-DDPP-14, Infrastructures	AP Complémentaire du 21/03/2014, article 7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en interruption temporaire, les procédures de mise à l'arrêt du site ont été respectées. Le site est sécurisé et clôturé. Le SDIS a récemment effectué un exercice sur le site en collaboration avec l'exploitant, ce qui a permis de mettre en évidence les spécificités éventuelles du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APC n°103-DDPP-14

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2014, article 2.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions de l'APC n° 103-DDPP-14. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : Les consignes d'exploitations sont présentes au sein du site. L'arrêt des installations a été réalisé conformément aux procédures du site. La visite du site a permis de vérifier que les équipements de l'installation sont bien à l'arrêt. Le site n'effectue pas de rejet d'eau ou d'air pendant cette période d'interruption temporaire (vérification des débits eau). Le jour de l'inspection, deux personnes sont présentes afin de réaliser la maintenance du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : APC n°103-DDP-14, contrôle des accès

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2014, article 71.4
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

<p>Constats :</p> <p>Le site est clôturé et l'accès est sécurisé. Les installations sont à l'arrêt et le site ne dispose pas de déchets dangereux. L'ensemble des locaux au sein du site est fermé, la zone contenant les produits chimiques est sécurisée par une grille fermée à clé et se trouve dans un entrepôt également sécurisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : APC n°103-DDPP-14, Infrastructures

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/03/2014, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Intervention des services de secours</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence de deux accès (principal et secours).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un accès principal (33 av Berthelot) et d'un second accès. Les entrepôts sont dotés de trappes de désenfumage et d'extincteurs vérifiés en nombre suffisant. Le 4 décembre 2025, un exercice réalisé en coopération avec le SDIS a permis de mettre à jour les données du site (plans, numéro de contact des personnes référentes du site, spécificité du site...). Le site est équipé d'une alarme incendie à déclenchement manuel. Les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes à l'APC n° 103-DDPP-14.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>